



# FSU RETRAITÉS 03

MARS 2019

A L'APPEL DES ORGANISATIONS



## Le printemps des retraités et des retraitées dans la rue le jeudi 11 avril 2019

**PUISQUE CE GOUVERNEMENT EST SOURD...DINGUE !** Et que son inflexibilité a provoqué une crise sociale profonde, l'irruption des gilets jaunes et, parmi elles et eux, de très nombreuses personnes retraitées.

**PUISQU CE GOUVERNEMENT EST ...DINGUE** de dons aux plus riches et ne remet pas en cause sa politique inégalitaire .

**Le JEUDI 11 AVRIL RENDONS VISIBLES  
Notre colère et nos exigences !**

**Nos revendications peuvent et doivent être satisfaites.**

- Rétablissement de l'ISF, imposition des dividendes à l'impôt progressif, action déterminée contre la fraude fiscale. Suppression du CICE et de toutes les « niches fiscales ».
- Suppression de la hausse de la CSG et des exonérations de cotisations sociales.
- Nous revendiquons :
  - une augmentation en 2019 et 2020 et une revalorisation de toutes les pensions du même *pourcentage que l'évolution des salaires, le rattrapage des pertes subies depuis 2014 ;*
  - l'établissement d'un minimum de pension à hauteur du SMIC pour une carrière complète ;
  - le maintien et l'amélioration des pensions de réversion ;
  - la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité sociale et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre d'un grand service public de l'aide à l'autonomie. *(Les modalités départementales vous seront communiquées dans quelques jours).*



Pages 2 à 6:  
compte rendu de  
l'Assemblée des  
retraités  
de la FSU ALLIER -  
Moulins,  
14 mars 2019

# Assemblée des retraités de la FSU Allier

(compte rendu rédigé par Daniel Levieux)

## . Situation sociale et politique, Gilets Jaunes et « Grand » débat

« Ceux d'en haut ne peuvent plus, et ceux d'en bas ne veulent plus .1 ... »

**C' est avec cette référence que Vincent Presumey, secrétaire départemental de la FSU** balaya le paysage du plan international jusqu'au plus près de notre situation locale.

Présents(16): Gérard Hatab, Jeannine Lavedrine, Daniel Levieux, Jean-Louis Brisot, Robert Corre, Robert Camaréro, Jean-Paul Mavel, Georges Debède, André Fontverne, Victor Kowalyk, Marie-Andrée Auclair, Jean-Paul Michel Michel Beau, Nicole Guillaume, Bernard Martin, Claudine Py, Vincent Presumey, Michèle Crovizier.

Excusés(10): Colette Sivade, Jean-Marc Augrandenis, Sylvain Bouquet, J. osette et Maurice Pons, Suziy Fontverne (oubliée parmi dans les excusées de la précédente réunion), Hélène Mufti, Claude Martin, Noel Champomier, Christian.Fournier,

Le premier constat porte sur l'accélération considérable de la crise liée au dérèglement climatique. Ce sont ensuite les crises « au sommet » illustrées par les trois exemples du « brexit » au Royaume Uni, de l'élection de Trump aux USA ou de l'épisode présidentiel de Macron en France qui peuvent illustrer les gesticulations erratiques des classes dominantes toute occupées qu'elles sont à tenter de faire perdurer leur maîtrise du monde par tous les moyens.

Pour ce qui concerne la France, c'est l'image d'un exécutif « en apesanteur » qui prime avec cette impression que tout est possible impunément comme dans le feuilleton Benalla dont les épisodes improbables ont émaillé les Unes de la presse depuis des mois en passant par le milieu russe ou les mines d'or du Tchad...

Face à cela, une fois passée l'impression d'atonie face aux mauvais coups portés au monde du travail comme aux retraités ou aux sans emploi depuis des années, un mouvement de contestation s'est engagé, venu « d'ailleurs », à la fois classique dans ce qu'il constitue une représentation de la lutte des classes face au pouvoir, mobilisant des « laissés pour compte » qui font

l'expérience de leur nombre et de la solidarité qu'ils font vivre, mais aussi décalé dans son décorum, qu'il s'agisse du symbolique « gilet jaune », des « ronds-points » des rassemblements ou de la défiance portée aux corps existants, syndicaux ou politiques...

Avec le temps, le mouvement fait l'expérience des difficultés à se structurer, et, s'il se rassemble sur un corpus de revendications dont le contenu ne nous est pas étranger, son cheminement idéologique reste erratique ; autant de raisons pour s'en approcher sans céder à la crainte d'y voir un noyautage de l'extrême droite, une extrême droite qui profiterait d'autant plus de ce mouvement s'il se terminait dans la confusion et la désespérance. (suite page 3).



<sup>1</sup> « Pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque « ceux d'en bas » ne veulent plus et que « ceux d'en haut » ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. » Lénine, La maladie infantile du communisme (1920)

... Au niveau local et dans notre champ de syndicalisation, des signes de reprise des luttes sont tangibles avec des mobilisations dans des établissements comme le lycée Banville à Moulins, le collège Jules Ferry à Montluçon (établissement le plus touché par les fermetures de postes, le lycée Albert Londres à Cusset où les collègues ont accueilli le recteur en dénonçant ses propos sur le soutien des enseignants à la réforme gouvernementale... Ailleurs, comme à Saint-Pourçain, c'est face à la conduite du chef d'établissement que les personnels se sont mobilisés... Dans le premier degré la mobilisation est moindre du fait de deux facteurs conjugués ; d'une part, avec la déroute aux élections professionnelles le SNUipp paye plusieurs années d'errements qui ont permis à l'UNSA de se refaire une santé en reprenant la majorité, et d'autre part le DASEN a minoré les retraits de moyens dans une période où la tension était forte dans les zones qui risquaient d'être touchées, Montagne Bourbonnaise en particulier. Mais ce n'est que reculer pour mieux sauter, la préfète ayant avoué que le plus dur restait à faire l'an prochain...

C'est ensuite à propos de la trilogie des lois Blanquer (école de la confiance !!!), celle dite du socle et la loi Dussopt sur la fonction publique que peuvent être évoquées des hypothèses de confrontation avec un sursaut de la syndicalisation entrevu dans la dernière période. Par ailleurs les mesures avancées dans d'autres domaines comme la santé ou la protection sociale, et leur mise en place par ordonnances ne font qu'ajouter aux exigences d'une réaction massive articulée avec les mouvements déjà engagés pour consolider la contestation globale des orientations gouvernementales au service exclusif du monde de la finance, d'une petite minorité de privilégiés et des appétits du patronat.

## Echanges et débat

**Michel BEAU** souligne la puissance du mouvement dit « des Gilets Jaunes » avec une « nouveauté » qui n'est pas sans rappeler des soulèvements anciens, « guerre des paysans », prémices de la Révolution de 1789... une mobilisation que les organisations syndicales ont été impuissantes à conduire depuis plus de 30 ans ! Il souligne d'ailleurs, en prenant l'exemple du SNES avec la perte des S1, les effets délétères d'une organisation qui s'éloigne des gens et de leurs préoccupations « ordinaires ». Concernant le mouvement des GJ, il souligne que le Rassemblement National de Le Pen prospère sur ce terrain en même temps que sur la pantalonnade du « Grand Débat » instrumentalisée par la récupération de Macron.

**Jean-Louis BRISOT** revient sur les dégâts causés au sein du SNUipp ces dernières années avant qu'une nouvelle équipe reprenne les choses en main pour une reconquête qui s'avère difficile après la cuisante défaite aux dernières élections professionnelles. Au moins l'entreprise de démolition a-t-elle été stoppée... Quant à la syndicalisation, ses difficultés doivent être rapprochées des effets d'un changement de comportement accompagnant le changement de génération et les évolutions du corps liées aux évolutions de la formation et du recrutement.

**Jeannine LAVEDRINE** rapproche les déconvenues du SNUipp des pratiques de l'UNSA en prenant l'exemple du Puy de Dôme avec un service aux adhérents qui répond mieux à leurs attentes, plus concrètement lié au champ corporatif.

**André FONTVERNE** rappelle l'importance des pratiques anciennes au plus près du terrain et des préoccupations des collègues dans l'exercice de leur métier au quotidien (service, carrière, etc.) ...

**Vincent PRESUMEY** rappelle la différenciation nécessaire du domaine corporatif que nous devons intimement lier au champ idéologique dans la conduite du mandat syndical d'un corporatisme qui renverrait à des pratiques qui nous sont complètement étrangères quand elles unissent, au prétexte du métier, les ouvriers aux patrons qui les exploitent.

**Gérard HATAB** revient sur le phénomène « Gilets Jaunes » en soulignant que, s'il participe d'une certaine façon à l'expression de la lutte des classes, il se garde bien cependant de prendre le patronat pour cible, en concentrant ses récriminations sur la puissance publique de l'Etat. Par ailleurs il rappelle la composante « complotiste » qui conforte un comportement rétif à la discussion et alimentant également une violence propice à la réaction symétriquement violente des forces de l'ordre. Concernant le « Grand Débat », il montre que les dés sont pipés avec un cadrage qui préfigure des réponses dans la ligne des orientations gouvernementales, tout en notant l'expression mensongère de bien des énoncés qui entretiennent la confusion : « les actifs payent les retraites », « la redistribution par l'impôt », etc.... alors qu'il est fondamental de rétablir les bases saines de l'appréhension de l'impôt, par exemple, dans sa nature contributive et non redistributive, dans la différenciation des « prélèvements obligatoires »...

**Daniel LEVIEUX** explique son impression de grande urgence. Le fonctionnement du système est malade quand chacun se voit confiné dans des cases qui trient, classent, isolent et étiquettent, déterminant des rapports sociaux et au-delà des comportements citoyens qui mettent en danger la démocratie (urbain, rural, quartier défavorisé, âgé, en situation de handicap, femme, catho, musulman, végétarien, famille monoparentale, élus, électeurs, retraités riches... ou pas tout à fait, 80% d'exonérés, licencié en attente de prime supra légale, immigrés sans papier, footballeur étranger acheté au mercato...). Les politiques divisent, parcellisent, exacerbent les différences, émiettent la société qu'ils assujettissent dans une logique clientéliste et paradoxalement se voient contraints de promouvoir en même temps le « vivre ensemble »... naturalisation du rugbyman sud-africain et reconduite à la frontière de l'étudiant togolais...

L'importance donnée au fait religieux n'est pas non plus pour rien dans la logique de différenciation où on instrumentalise à dessein de supposées convictions... Or, pour comprendre et agir efficacement il faudrait dépasser le démembrement des champs politique, syndical, social, économique, professionnel, domestique, humanitaire, culturel, jeune et formation, retraite... pour penser « global ». Mais, dans tous les domaines, on a des organisations qui sont dans une logique de tuyaux d'orgues. Or le vrai citoyen a besoin de la tête et des jambes, il ne découpe pas son identité en confettis.

Il serait urgent de réagir vigoureusement pour refabriquer unité et cohérence

**Victor KOWALYK** décèle dans les mouvements qui secouent le pays depuis plusieurs mois, un retour au premier plan de la lutte des classes exacerbé par l'élitisme de Macron et l'orientation de sa politique qui ne fait que mettre en œuvre la feuille de route du patronat dans la droite ligne des orientations définies par Milton Friedman. « 2... » C'est ainsi que dans la période récente la Grèce a été saignée sous la pression du FMI et des grandes puissances capitalistes... La Grèce consacrait une part plus grande de sa richesse aux retraites que la moyenne européenne, scandaleux ? ... dans un pays où les plus grands armateurs et l'église orthodoxe richissime propriétaire foncière ne paient pratiquement pas d'impôts !

Moins que les Grecs qui ont vu leur retraite amputée de 15%, les retraités français ont vu malgré tout leur pouvoir d'achat amputé de 2% avec la hausse de 25% de la CSG, sans oublier les pertes récurrentes depuis l'abandon de l'indexation du niveau des pensions sur les salaires, et celui plus récent de la désindexation de l'évolution de l'indice des prix à la consommation... Et ce ne sont pas les mesures sélectives, dont les effets sont souvent réduits à l'annonce, comme la suppression de la taxe d'habitation, qui peuvent satisfaire les besoins grandissants des 16 millions de retraités qui, eux, n'oublient pas qu'ils ont participé à l'enrichissement du pays et qu'ils y contribuent toujours... L'écart entre le traitement du monde de la finance, banques, grandes entreprises, ultra-riches « 3... » et celui de la masse des citoyens prend des proportions considérables quand on compte 57 milliards de dividendes versés aux actionnaires, 117 milliards d'évasion fiscale et plus de 45 milliards de CICE pour les entreprises, plus de 210 milliards à mettre dans un plateau de la balance quand Macron concède à grand tapage de médias 10 milliards et demi en décembre dernier pour calmer la grève des Gilets Jaunes !



2. Milton Friedman est un économiste du début du 20<sup>ème</sup> siècle, fondateur de l'École de Chicago. Il est un des plus ardents défenseurs de l'économie de marché et théoricien de l'affaiblissement du pouvoir d'Etat ; il a été l'inspirateur des politiques de Reagan aux Etats-Unis, de Thatcher au Royaume Uni ou de Pinochet au Chili... Les évolutions soutenues par Trump en Amérique latine sont aujourd'hui de la même veine...

3. Travaux des sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot. (Disciples de Bourdieu) qui produisent des analyses du monde des ultra-riches et du soutien à leur endroit de la puissance publique.

**Jean-Paul MAVEL** insiste sur la justesse des revendications des Gilets Jaunes en soulignant les attermolements des organisations syndicales frileuses face à ce mouvement qui ne venait pas d'en haut mais qui s'organise au fil des mois dans le même temps que les revendications se structurent. Les GJ se sont réunis par nécessité. « On a raté un métro » ... mais il n'est jamais trop tard et il faut que l'appel aux organisations syndicales soit entendu pour faire prospérer le potentiel de ce mouvement.

**Vincent Presumey** revient sur la constitution du mouvement des Gilets Jaunes autour du prolétariat d'aujourd'hui et de la petite bourgeoisie appauvrie qui se retrouvent plus mobilisés contre l'appareil d'Etat que contre « l'entreprise ». Leur rejet des partis politiques ne faiblit guère ; par contre la défiance vis-à-vis des syndicats tend à s'affaiblir et on retrouve dans les mots d'ordre le soutien aux services publics, le retour de l'ISF emblématique de justice fiscale...

Concernant les tendances complotistes qui peuvent perdurer à la marge, elles sont dans la ligne de toutes celles que l'histoire a connues ciblant la franc-maçonnerie ou les juifs.

Pour ce qui est des organisations qui semblent tirer partie de la situation, on les trouve paradoxalement du côté des réformistes de l'UNSA et de la CFTD, la première issue du courant maçonnique et l'autre dans la tradition catholique.

A l'instar de ce qui se passe dans nombre de pays d'Europe -et même au-delà-, le risque de voir l'extrême droite tirer parti du mouvement des Gilets Jaunes n'est pas assuré. Elle deviendrait cependant la solution que le capital sollicite toujours en dernier recours au cas où tout s'effondre sans réponse et dans la désespérance. Le piège reste bien dans le fait même de l'élection de Macron et dans le déploiement de sa politique sur la doxa libérale.

## Point de syndicalisation -

Michel BEAU indique que la section retraité(e)s de l'Allier compte 106 adhérents, 50 émanant du SNUipp, 47 du SNES et le complément du SNEP, SNETA et SNESUP. Le taux de syndicalisation est très faible à l'image de la situation nationale qui affiche un taux de syndicalisation de l'ordre de 1,25% (200 000 syndiqués parmi 16 millions de retraités).

## Actions retraité(e)s

**Jeannine LAVEDRINE** fait part des informations reçues du national pour...

**... Faire du printemps un grand moment de mobilisation des retraités devant le refus du gouvernement de répondre à nos revendications**

1. Temps fort le jeudi 11 avril .
2. Lettre au 1er ministre pour demander la création d'un secrétariat d'état rattaché au ministère du travail, pour que les retraités aient un interlocuteur.
3. Intervention auprès du ministre des finances à propos du prélèvement à la source.
4. Intervention auprès des maires de France et appel à signer un texte de soutien.
5. Carte pétition adressée au Pt de la république.

Ce catalogue inspire plus de scepticisme que d'enthousiasme avec la reconduction d'initiatives fatiguées par le temps (1 & 5), d'autres dont l'opportunité ne semble pas évidente (2), alors que le président de la République a toujours refusé depuis son élection de recevoir des retraités qu'il ne considère qu'à l'aune de leur âge et de leur « perte d'autonomie » qui en font des « boulets » pour la société de sa « start 'up république »... Une réunion de l'Intersyndicale (groupe des 9) de l'Allier devrait se tenir le mercredi 20 mars à Moulins ; à suivre, tant pour l'organisation de la journée du 11 avril que pour l'engagement de la réflexion commune sur les objets, objectifs et initiatives de l'intersyndicale en elle-même.



**Victor KOWALYK** rappelle la journée d'action et de grèves du 19 mars à l'initiative la CGT, de FO, Solidaires, la FSU et les organisations de jeunesse UNEF (étudiants) et UNL (lycéens) organisée afin d'amplifier le mouvement social ; les retraités y sont associés avec l'appel du « groupe des 9 ».

## Situation de la FGR

Gérard HATAB fait état de la situation de la FGRFP dans le département. L'organisation de retraités compte actuellement 200 adhérents (pour la moitié issus des syndicats de la FSU).

Comme au niveau national avec la sortie de l'UNSA, les effectifs ont fortement diminué et mis en péril l'équilibre financier de l'organisation (perte d'un tiers des effectifs au plan national en passant de 45000 à 30000 adhérents). La question récurrente du maintien de l'organisation reste posée sans pouvoir être tranchée facilement en opposant le doublonnage de l'organisation avec la section retraité(e)s de la FSU (qui mobilise toujours les mêmes ressources militantes) et une extinction bien mal à propos au moment des attaques considérables portées tant aux retraité(e)s qu'à la Fonction Publique ! Le maintien ne peut guère s'envisager autrement que dans une dynamique d'élargissement, ne serait-ce qu'à l'ensemble des fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière).

Le prochain congrès de la FGRFP, du 2 au 4 avril prochain au Mans, ouvrira peut-être quelques nouvelles pistes.

*Ci-dessous un texte du Monde diplomatique : « Vieillesse en détresse... Les actionnaires sont mieux traités que les pensionnaires »*

***Familles et professionnels estiment que le plan sur le vieillissement et la dépendance préparé par le gouvernement n'est pas à la hauteur de l'évolution démographique de la France. La préservation de la dignité des personnes âgées représente un défi quotidien pour les salariés – très présents dans le mouvement des « gilets jaunes » –, tandis que le coût de l'hébergement en maison de retraite devient inabordable pour beaucoup. Un produit rentable et attractif.***

*LE TRÈS FORT développement du secteur privé lucratif des établissements d'hébergement pour personne âgées dépendantes (Ehpad) en France s'est accompagné d'une longue série de concentrations au sein des quelques dizaines de sociétés et de gestionnaires qui tiennent ce marché. Trois grands groupes se sont ainsi constitués, Korian, Orpea et DomusVi, suivis de Colisée et de Domidep. À eux seuls, ils possèdent neuf cents établissements, soit plus de la moitié du parc. Korian est devenu le plus puissant en rachetant Medica. En 2016, il a réalisé plus de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 15,5 % de marge, un bénéfice de 38 millions d'euros, et il a doublé en cinq ans les dividendes versés à ses actionnaires. Selon un cabinet de conseil en immobilier, le secteur des Ehpad ne s'est jamais aussi bien porté et connaît une explosion des investissements. Une maison de retraite serait plus rentable qu'un centre commercial*



*(1). Le classement 2018 des cinq cents plus grandes fortunes de France publié par l'hebdomadaire Challenges comprend six propriétaires de groupes d'Ehpad. Le secteur attire les fonds d'investissement (Intermediate Capital Group pour DomusVi), les banques (Crédit agricole pour Korian et Domidep), les fonds de retraite (Canada Pension Plan Investment Board pour Orpea) et même les fonds souverains des Émirats arabes unis. Six groupes sont désormais cotés en Bourse. Les Ehpad commerciaux sont aussi devenus très attractifs pour les courtiers, qui revendent des chambres à des investisseurs particuliers attirés par une rentabilité des locations de 4 à 6 % et par des revenus défiscalisés. Aujourd'hui, l'État ne délivrant désormais que très peu d'autorisations de création d'Ehpad, les groupes commerciaux français se sont tournés vers l'étranger. Korian a acquis des groupes en Belgique et en Allemagne. DomusVi domine en Espagne. Orpea a acquis des groupes en Pologne, en République tchèque, en Allemagne, et est présent en Amérique du Sud. Et tous lorgnent un marché mirifique qui est en train de s'ouvrir : la Chine.*

*(1) « En 2016, une maison de retraite est plus rentable qu'un centre commercial*